



Le Premium
131 Boulevard Stalingrad
69100 Villeurbanne

KUMULUS VAPE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

KUMULUS VAPE

Société anonyme

RCS LYON 752 371 237

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'assemblée générale de la société KUMULUS VAPE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société KUMULUS VAPE relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

Villeurbanne, le 11 mai 2021



Signature
numérique de
Paul Armel JUNNE
Date : 2021.05.11
11:57:29 +02'00'

Paul-Armel Junne



Damien
MEUNIER
2021.05.11
12:33:58 +02'00'

Damien Meunier

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2020 12			Exercice N-1 31/12/2019 12		Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%	
	Capital souscrit non appelé (I)							
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations incorporelles							
	Frais d'établissement							
	Frais de développement	36 767	20 516	16 251	16 422	171	1.04	
	Concessions, brevets et droits similaires	373 068	248 095	124 973	125 180	207	0.17	
	Fonds commercial (1)							
	Autres immobilisations incorporelles							
	Avances et acomptes							
	Immobilisations corporelles							
	Terrains							
	Constructions							
	Installations techniques, matériel et outillage	15 216	957	14 259		14 259		
	Autres immobilisations corporelles	192 527	53 354	139 173	130 402	8 771	6.73	
	Immobilisations en cours							
Avances et acomptes								
Immobilisations financières (2)								
Participations mises en équivalence								
Autres participations								
Créances rattachées à des participations								
Autres titres immobilisés								
Prêts								
Autres immobilisations financières	49 341		49 341	59 158	9 817	16.59		
Total II	666 920	322 923	343 997	331 163	12 835	3.88		
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours							
	Matières premières, approvisionnements	34 268		34 268	16 097	18 171	112.88	
	En-cours de production de biens							
	En-cours de production de services							
	Produits intermédiaires et finis							
	Marchandises	2 959 821	29 273	2 930 548	1 480 649	1 449 899	97.92	
	Avances et acomptes versés sur commandes				14 065	14 065	100.00	
	Créances (3)							
	Clients et comptes rattachés	534 645	30 376	504 269	364 562	139 708	38.32	
	Autres créances	50 162		50 162	109 566	59 404	54.22	
Capital souscrit - appelé, non versé								
Valeurs mobilières de placement								
Disponibilités	3 000 189		3 000 189	216 135	2 784 054	NS		
Charges constatées d'avance (3)	726 191		726 191	316 893	409 297	129.16		
Total III	7 305 276	59 649	7 245 627	2 517 966	4 727 661	187.76		
Comptes de Régularisation	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)							
	Primes de remboursement des obligations (V)							
	Ecarts de conversion actif (VI)	524		524		524		
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	7 972 719	382 571	7 590 148	2 849 129	4 741 019	166.40		

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

0-

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
		31/12/2020	12	31/12/2019	12	Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : 123 959)	123 959		99 400		24 559	24.71
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	3 126 283		449 884		2 676 399	594.91
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves						
	Réserve légale	10 815		10 815			
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves réglementées						
	Autres réserves	630 226		553 316		76 910	13.90
	Report à nouveau						
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	825 695		77 546		748 150	964.79
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées							
Total I	4 716 978		1 190 960		3 526 017	296.07	
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs						
	Avances conditionnées						
Total II							
PROVISIONS	Provisions pour risques		524		524		
	Provisions pour charges		24 670		19 997	4 673	23.37
	Total III		25 194		19 997	5 197	25.99
DETTES (I)	Dettes financières						
	Emprunts obligataires convertibles						
	Autres emprunts obligataires						
	Emprunts auprès d'établissements de crédit		917 984		417 986	499 998	119.62
	Concours bancaires courants		4 986			4 986	
	Emprunts et dettes financières diverses		86		86		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours						
	Dettes d'exploitation						
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 184 625		932 050	252 575	27.10	
Dettes fiscales et sociales		732 106		283 960	448 146	157.82	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés							
Autres dettes		8 188		4 088	4 100	100.29	
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance (1)						
	Total IV		2 847 976		1 638 171	1 209 805	73.85
	Ecarts de conversion passif (V)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	7 590 148		2 849 129		4 741 019	166.40

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

2 847 976

1 420 194

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2020 12			Exercice N-1 31/12/2019 12	Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total		Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Ventes de marchandises	20 146 308	2 220 598	22 366 906	10 339 173	12 027 733	116.33
Production vendue de biens						
Production vendue de services	124 189	158	124 347	212 498	88 151	41.48
Chiffre d'affaires NET	20 270 497	2 220 756	22 491 253	10 551 671	11 939 582	113.15
Production stockée						
Production immobilisée			62 679	125 063	62 384	49.88
Subventions d'exploitation			11 389	115	11 274	NS
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			118 889	46 258	72 631	157.01
Autres produits			12 855	4 493	8 361	186.08
Total des Produits d'exploitation (I)			22 697 065	10 727 601	11 969 464	111.58
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises			19 393 060	8 593 771	10 799 290	125.66
Variation de stock (marchandises)			1 420 900	457 626	963 274	210.49
Achats de matières premières et autres approvisionnements			104 508	88 290	16 218	18.37
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)			18 171	16 097	2 074	12.88
Autres achats et charges externes *			1 780 802	1 091 694	689 108	63.12
Impôts, taxes et versements assimilés			66 164	46 580	19 583	42.04
Salaires et traitements			1 052 757	750 593	302 164	40.26
Charges sociales			305 855	246 047	59 808	24.31
Dotations aux amortissements et dépréciations						
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			178 958	100 202	78 756	78.60
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations						
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			53 256	73 068	19 812	27.11
Dotations aux provisions			24 670	19 997	4 673	23.37
Autres charges			31 522	14 065	17 457	124.12
Total des Charges d'exploitation (II)			21 552 481	10 550 585	11 001 896	104.28
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			1 144 584	177 016	967 568	546.60
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2020	12	31/12/2019	12	Euros	%
Produits financiers						
Produits financiers de participations (3)						
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)						
Autres intérêts et produits assimilés (3)	2 857				2 857	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
Différences positives de change	26 821		15 053		11 768	78.17
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total V	29 678		15 053		14 624	97.15
Charges financières						
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	524				524	
Intérêts et charges assimilées (4)	9 832		15 131		5 298	35.02
Différences négatives de change	13 281		7 568		5 712	75.48
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total VI	23 636		22 699		937	4.13
2. Résultat financier (V-VI)	6 041		7 646		13 687	179.02
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	1 150 625		169 370		981 254	579.35
Produits exceptionnels						
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	6 420		15 245		8 826	57.89
Produits exceptionnels sur opérations en capital						
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
Total VII	6 420		15 245		8 826	57.89
Charges exceptionnelles						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 400		79 714		75 314	94.48
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			8 390		8 390	100.00
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
Total VIII	4 400		88 104		83 704	95.01
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	2 019		72 859		74 878	102.77
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)	326 949		18 966		307 983	NS
Total des produits (I+III+V+VII)	22 733 162		10 757 899		11 975 263	111.32
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	21 907 467		10 680 354		11 227 113	105.12
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)	825 695		77 546		748 150	964.79

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier
: Redevance de crédit bail immobilier

1 127

(3) Dont produits concernant les entreprises liées

(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

KUMULUS VAPE

21 RUE MARCEL MERIEUX

69960 CORBAS

ANNEXE DU 01/01/2020 AU 31/12/2020

RETOUT & ASSOCIES RHONE ALPES
47 rue République

69002 LYON

ANNEXE

SOMMAIRE

Faits caractéristiques de l'exercice	X
- REGLES ET METHODES COMPTABLES	
Principes et conventions générales	X
Permanence ou changement de méthodes	X
Informations générales complémentaires	X
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN	
Etat des immobilisations	X
Etat des amortissements	X
Etat des provisions	X
Etat des échéances des créances et des dettes	X
Composition du capital social	X
Autres immobilisations incorporelles	X
Evaluation des immobilisations corporelles	X
Evaluation des amortissements	X
Evaluation des matières et marchandises	X
Dépréciation des stocks et en cours	X
Evaluation des créances et des dettes	X
Dépréciation des créances	X
Disponibilités en Euros	X
Disponibilités en devises	X
Produits à recevoir	X
Charges à payer	X
Détail des charges à payer	X
Charges et produits constatés d'avance	X
Détail des charges constatées d'avance	X
Variation des capitaux propres	X
- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT	
Ventilation du chiffre d'affaires	X
Ventilation de l'effectif moyen	X
- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	
Dettes garanties par des sûretés réelles	X
Montant des engagements financiers	X
Engagement en matière de pensions et retraites	X

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

SOMMAIRE

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Produits et charges exceptionnels	x
-----------------------------------	---

NA = Non Applicable NS = Non significative

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 7 590 147.72 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le chiffre d'affaires est de 22 491 253.01 Euros et dégageant un bénéfice de 825 695.26 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Conseil d'administration du 2/06/2020

Augmentation de Capital de 4275 € suite à l'exercice de 85 500 BSA (attribution de BSA décidée le 15/10/2019) au prix de 0.23 €.

Constatation d'une augmentation de Capital de 636,65 € par la création et l'émission de 12 713 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 0.05 € au profit des bénéficiaires d'actions attribuées gratuitement (Conseil d'Administration du 30/05/2019).

Constatation d'une prime d'émission de 195 795 € (2.29 € par action émise)

A l'issue de ce conseil, le Capital Social est fixé à la somme de 104 310,65 € soit 2 086 213 actions ordinaires de 0.05 € chacune.

Conseil d'Administration du 22/06/2020

Rectification d'une erreur lors de la réalisation de l'Augmentation de Capital résultant de l'exercice de BSA de la société constatée par le Conseil d'Administration du 02/06/2020.

Augmentation de Capital de 25 € complémentaire (500 actions à 0.05 €) et prime d'émission complémentaire de 1 145 €

A l'issue de ce conseil, le Capital Social est fixé à la somme de 104 335.65 € soit 2 086 713 actions ordinaires de 0.05 € chacune.

Conseil d'Administration du 2/07/2020

Il a été décidé l'attribution d'un plan d'actions gratuites à hauteur de 4 976 actions au profit de salariés de la société figurant sur une liste annexée au PV. Cette attribution a été réalisée en vertu des décisions de l'Assemblée Générale Mixte du 23 avril 2019.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

Conseil d'Administration du 15/12/2020

Il a été décidé une Aumentation de Capital par l'émission de 392 465 ABSA au prix unitaire de 6.37 € soit la création de 392 465 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale de 0.05 € chacune représentant une augmentation de Capital de 19 623,25 € et une prime d'émission d'un montant de 2 480 378,80 €. La réalisation définitive de cette augmentation a été constatée par décision du directeur général le 18/12/2020.

A l'issue de ce conseil, le Capital social est fixé à la somme de 123 958,90 € et divisé en 2 479 178 actions de 0.05 € de valeur nominale chacune.

Contrat d'émission d'actions avec BSA attachés (BSA 2020) en date du 15/12/2020

Ce contrat précise les termes et conditions des ABSA 2020 que le souscripteur s'est engagé à souscrire. Il s'agit de la Société NEXSTAGE AM, SAS au Capital de 277 400 € dont le siège social est 19 avenue Georges V 75008 PARIS (Siren: 442 666 830). Elle agit pour le compte des fonds:

- FCPI NEXSTAGE CAP 2024 IR
- FCPI NEXSTAGE CAP 2026
- FCPI UFF France INNOVATION n°1
- FCPI UFF France INNOVATION n°2
- FCPI Amundi Avenir INNOVATION II

Les ABSA représentent un montant total de souscriptions de 2 500 002,05 € avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de:

- FCPI NEXSTAGE CAP 2024 IR à hauteur de 677 774,37 € soit 106 401 ABSA 2020
- FCPI NEXSTAGE CAP 2026 à hauteur de 487 483,36 € soit 76 528 ABSA 2020
- FCPI UFF France INNOVATION n°1 à hauteur de 786 523,01 € soit 123 473 ABSA 2020
- FCPI UFF France INNOVATION n°2 à hauteur de 377 033,93 € soit 59 189 ABSA 2020
- FCPI Amundi Avenir INNOVATION II à hauteur de 171 187,38 € soit 26 874 ABSA 2020

Le prix unitaire de chaque ABSA est fixé à 6.37 € (prime d'émission incluse).

Les fonds versés à l'appui des souscriptions aux ABSA 2020 sont déposés sur le compte ouvert à la banque CIC Lyonnaise de Banque .

Les ABSA 2020 sont émises sous forme nominative administrée.

A chaque action ordinaire nouvelle est attachée une BSA 2020.

Deux BSA donneront à son titulaire le droit de souscrire à une action ordinaire de valeur nominale de 0.05 € au prix d'exercice fixé sur une valorisation pre money de la société de 20 000 000 €.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

Les BSA 2020 sont détachables au gré du souscripteur et transmissibles librement.

Les BSA 2020 font l'objet d'une cotation sur le marché au plus tard le 30/06/2021.

Les BSA 2020 pourront être exercés jusqu'au 31/12/2023. A défaut ils deviendront nuls et caducs de plein droit.

Conseil d'administration du 20/12/2020

Par délégation au Conseil d'Administration per l'Assemblée Générale mixte du 23 avril 2019, Attribution gratuite de 60 000 Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE 2020) donnant chacun droit à la souscription d'une action ordinaire de la société d'une valeur nominale de 0.05 € représentant une augmentation de Capital de 3 000 €.

Conséquences de l'événement Covid-19 : IMPACT SIGNIFICATIF POSITIF

L'événement Covid-19 a eu un impact significatif sur le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'entreprise.

En effet, sur le marché B to C, les premières mesures de confinement, qui ont profondément bouleversé les habitudes des consommateurs, se sont traduites par un afflux de commandes et une augmentation des paniers moyens. Tout au long de l'exercice 2020, Kumulus Vape a su fidéliser la clientèle acquise au cours de cet épisode, et l'activité B2C du groupe a enregistré une croissance de plus de 70%.

L'activité BtoB (ventes aux boutiques spécialisées) a quant à elle progressé de 128%. Elle a notamment bénéficié du décret modifié du 14 mars 2020, incluant les magasins de cigarettes électroniques dans la liste des commerçants d'intérêt public, autorisés à ouvrir pendant les confinements. Cette reconnaissance des pouvoirs publics, importante pour le marché de la cigarette électronique, confirme son statut de premier substitut au tabac fumé.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

Au regard de ces évolutions, l'exercice 2020 s'est achevé avec une croissance globale de 113%, déjà confirmée au cours des premiers mois de 2021, au cours desquels les bonnes pratiques sanitaires décrites plus haut continuent de s'exercer sans dérogation au sein de l'entreprise.

La société a pris dès le mois de février 2020 des mesures sanitaires strictes afin d'assurer la sécurité de l'ensemble de ses collaborateurs: équipements de protection, systématisation des mesures d'hygiène et de distanciation, travail à distance pour les personnels dont les fonctions le permettent. Ces décisions perdurent depuis lors et permettent d'assurer la continuité de l'activité et la qualité de services offerte aux clients tout en préservant la santé des équipes, priorité absolue des dirigeants. Le coût de ces mesures de protection n'a pas eu d'impact financier significatif.

Les risques d'approvisionnement qui pesaient à l'origine de la crise sur les achats de matériels provenant pour près de 100 % de Chine ont été anticipés avec la constitution de stocks permettant de limiter les ruptures et d'assurer la meilleure disponibilité des produits. Cette réactivité combinée à l'adaptation de l'organisation ont permis de répondre à la demande sans dégrader les délais de livraison et la qualité du support aux clients. La capacité de production des fabricants chinois a depuis lors retrouvé son plein potentiel.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-1/1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2018-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

Les codes promotion toujours actifs attribués à certains clients (B to B et B to C) et non remboursés au 31/12/2020 ont été valorisés à leur coût d'achat et provisionnés en "provision pour risque et charges" à hauteur de 24 670 €.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Frais d'établissements et de développement	TOTAL	23 087	13 680
Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	234 839	138 229
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			15 216
Installations générales agencements aménagements divers		97 524	20 525
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		60 518	13 960
	TOTAL	158 042	49 701
Prêts, autres immobilisations financières		59 158	1 021
	TOTAL	59 158	1 021
	TOTAL GENERAL	475 127	202 631

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Frais établissement et de développement TOTAL			36 767	36 767
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			373 068	373 068
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			15 216	15 216
Installations générales agencements aménagements divers			118 049	118 049
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			74 478	74 478
TOTAL			207 743	207 743
Prêts, autres immobilisations financières		10 838	49 341	49 341
TOTAL		10 838	49 341	49 341
TOTAL GENERAL		10 838	666 920	666 920

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Frais établissement recherche développement TOTAL	6 665	13 851		20 516
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	109 659	138 436		248 095
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		957		957
Installations générales agencements aménagements divers	11 329	11 475		22 804
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	16 311	14 239		30 550
TOTAL	27 640	26 671		54 311
TOTAL GENERAL	143 964	178 958		322 923

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Frais étab.rech.développ. TOTAL	13 851				
Autres immob.incorporelles TOTAL	138 436				
Instal.techniques matériel outillage indus.	957				
Instal.générales agenc.aménag.divers	11 475				
Matériel de bureau informatique mobilier	14 239				
TOTAL	26 671				
TOTAL GENERAL	178 958				

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Pertes de change		524			524
Autres provisions pour risques et charges	19 997	24 670	19 997		24 670
TOTAL	19 997	25 194	19 997		25 194

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur stocks et en cours	58 272	29 273	58 272		29 273
Sur comptes clients	18 723	23 983	12 330		30 376
TOTAL	76 994	53 256	70 602		59 649
TOTAL GENERAL	96 991	78 450	90 599		84 842
Dont dotations et reprises					
d'exploitation		77 926	90 599		
financières		524			

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	49 341	0	49 341
Clients douteux ou litigieux	33 855	33 855	
Autres créances clients	500 790	500 790	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 329	1 329	
Taxe sur la valeur ajoutée	31 024	31 024	
Divers état et autres collectivités publiques	8 157	8 157	
Débiteurs divers	2 509 655	2 509 655	
Charges constatées d'avance	726 191	726 191	
TOTAL	3 860 341	3 811 000	49 341

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	139 024	139 024		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	783 947	783 947		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 184 625	1 184 625		
Personnel et comptes rattachés	161 575	161 575		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	215 275	215 275		
Impôts sur les bénéfices	237 638	237 638		
Taxe sur la valeur ajoutée	87 401	87 401		
Autres impôts taxes et assimilés	30 217	30 217		
Groupe et associés	86	86		
Autres dettes	8 188	8 188		
TOTAL	2 847 976	2 847 976		
Emprunts souscrits en cours d'exercice	600 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	99 945			

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres			
		Au début	Créés	Remboursés	En fin
Parts sociales	0.0500	1 988 000	491 178		2 479 178

Autres immobilisations incorporelles

(Code du Commerce Art. R 123-186)

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les frais de développement du site internet ont été immobilisés et amortis sur une période de 2 ans

Les frais de développement et innovation ont été immobilisés et amortis sur une période de 2 ans

	Valeurs	Taux d'amortissement
Frais de développement site internet	296 238	50.00
Frais de développement et innovation	36 767	50.00

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	3 à 10 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	2 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Evaluation des matières et marchandises

(PCG Art. 831-2)

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition majoré des frais de port et des frais douaniers selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré.

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

Dépréciation des stocks

(PCG 831-2/3.2 et 831-2/6)

Les stocks et en cours ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

(PCG Art.831-2/3)

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Disponibilités en devises

(PCG Art. 420-7 et 420-8)

Les liquidités immédiates en devises ont été converties en Euros sur la base du dernier cours de change précédant la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion ont été directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	9 243
Total	9 243

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 792
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	33 079
Dettes fiscales et sociales	91 266
Autres dettes	63
Total	129 200

Détail des charges à payer

	Montant
FNP	
- FNP HONO CAC	10 800
- FNP COSMER REVOLUTE 012021	2 592
- FNP REGUL ASS LOCAUX	1 758
- FNP REGUL ASS RC	6 233
- FNP EDF	1 744
- FNP ACTIFIN	1 800
- FNP NET REVIEW	529
- FNP NET REVIEW	49
- FNP ALMA	6
- FNP ENGIE	69
- FNP ENGIE	193
- FNP AIRCALL	1
- FNP UPS	7 093
- FNP ENGIE	213
INTERETS COURUS S/EMPRUNT	
- INTERETS D'EMPRUNT	63
FOURNISSEURS-FNP	
PROVISION POUR CONGES PAYES	
- Provisions pour congés payés	51 261
CHARGES SOCIALES S/CP	
- Provisions pour congés payés	14 942
ETAT- CHARGES FISCALES A PAYER	
- CVAE SOLDE 2020	12 783
TAXE APPRENTISSAGE	
- taxe apprentissage 2020	6 774
FORMATION CONTINUE	
- FPC 2020	5 506
ASSURANCE A PAYER	
- ASSIRANCE EMPRUNT	63
AGIOS A PAYER	
- ARRETE DE COMPTE 4T 2020 LCL	1 768
- ARRETE DE COMPTE 4T2020 CIC	2 961
Total	129 199

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	726 058
Charges financières	133
Total	726 191

Détail des charges constatées d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel
CHARGES CONSTATEES D AVANCES			
- INTERETS BANCAIRES		133	
- REFERENCEMENT	3 008		
- PRESTATION INFO	148		
- PRESTATION INFO	10		
- PRESTATION INFO	1		
- REDEVANCES	15		
- FR33008638 OVH	2		
- PRESTATION INFO	2		
- PUBLICITE	1 926		
- REFERENCEMENT	1 757		
- PRESTATION INFO	5		
- PRESTATION INFO	5		
- REFERENCEMENT	1 726		
- PRESTATION INFO	4		
- PRESTATION INFO	6		
- PRESTATION INFO	3		
- REFERENCEMENT	1 897		
- ASSURANCE MULTIRISQ.INDUSTRIEL	132		
- REFERENCEMENT	1 999		
- RELATIONS EXTERIEURES	91		
- REFERENCEMENT	2 098		
- PRESTATION INFO	1		
- PRESTATION INFO	5		
- REFERENCEMENT	2 199		
- DOCUMENTATION TECHNIQUE	1 688		
- TELECOMMUNICATIONS AIRCALL	1 296		
- LOYER CORBAS	48 957		
- CHARGES LOCATIVES CPRBAS	3 841		
- TAXES FONCIERES	2 605		
- AUTRES TAXES TOM	764		
- REFERENCEMENT	2 298		
- MAINTENANCE	640		
- PRESTATION INFO	628		
- REFERENCEMENT	138		
- LOCATION EXALOG	130		
- REFERENCEMENT	55		
- TELEPHONE ORANGE	40		
- TELEPHONE ORANGE	70		
- MAINTENANCE	257		
- ASSURANCE MULTIRISQ.INDUSTRIEL	6 264		
- LOCATION DE BUREAU	160		
- REFERENCEMENT	2		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

- COTISATIONS	19		
- CCA CDES NON LIVREES	27 118		
- CCA CDES NON LIVREES DOLLAR	117 155		
- CCA CDES NON LIVREES LIVRES	4 137		
- CCA RELIQUATS	490 758		
Total	726 058	133	

Variation des capitaux propres

Capitaux propres à la clôture de l'exercice N-1 avant affectations	1 113 415
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice N	1 113 415
Apports recus avec effets rétroactif à l'ouverture de l'exercice N	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	1 113 415
Variation en cours d'exercice	
Variation du capital	24 559
Variation des primes, reserves, report a nouveau	2 753 309
Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice N avant AGO	3 891 283
VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE	2 777 868
dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice	0
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE HORS OPERATIONS DE STRUCTURE	2 777 868

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation du chiffre d'affaires net

(PCG Art. 831-2/14)

Répartition par secteur d'activité	Montant
PRESTATIONS DE SERVICES	124 347
VENTES B TO C	3 735 613
VENTES B TO B	18 631 293
Total	22 491 253

Répartition par secteur géographique	Montant
VENTES B TO C FRANCE	3 539 199
VENTES B TO C EUROPE	149 593
VENTES B TO C HORS EUROPE	46 821
VENTES B TO B FRANCE	16 607 109
VENTES B TO B EUROPE	1 876 248
VENTES B TO B HORS EUROPE	147 936
PRESTATIONS FRANCE	124 347
Total	22 491 253

Effectif moyen

(PCG Art. 831-3)

	Personnel salarié
Cadres	5
Agents de maîtrise et techniciens	7
Employés	20
Total	32

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

(PCG Art. 531-2/9)

Engagements financiers

(PCG Art. 531-2/9)

Engagements donnés

Autres engagements donnés :		300 000
Nantissement du fonds de commerce	300 000	
Total (1)		300 000

Engagements reçus

Aucun engagement reçu

ANNEXE

Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020

Engagement en matière de pensions et retraites

(PCG Art. 531-2/9, Art. 832-13)

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.
Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.
Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Produits et charges exceptionnels

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- divers	4 196	771000
- profits/ex antérieurs	2 224	772000
Total	6 420	
Charges exceptionnelles		
- divers	358	671000
- Charges s/ex.antérieurs	4 048	672000
Total	4 406	

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE de l'O.E.C. à partir du résultat d'exploitation

Eléments	Montants
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'EXPLOITATION	
Résultat d'exploitation	1 144 584
<i>Elimination des charges et des produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :</i>	
Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises (sauf celles portant sur l'actif circulant)	166 809
- Transferts de charges au compte de charges à répartir	
= Résultat brut d'exploitation	1 311 393
<i>Variation du Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation (△ B.F.R.E.) :</i>	
- Variation des stocks	-1 439 071
- Variation des créances d'exploitation	-487 714
+ variation des dettes d'exploitation	704 821
= Flux net de trésorerie d'exploitation	89 429
<i>Autres encaissements et décaissements liés à l'activité:</i>	
- Frais financiers	-23 636
+ Produits financiers	29 678
- Impôt sur les sociétés, hors impôt sur les plus-values de cession	-326 949
- Charges exceptionnelles liées à l'activité	-4 400
+ Produits exceptionnels liées à l'activité	6 420
- Autres créances liées à l'activité	
+ Autres dettes liées à l'activité (y compris intérêts courus)	
= Flux net de trésorerie généré par l'activité (A)	-229 458
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'INVESTISSEMENT	
- Acquisitions d'immobilisations	-191 793
+ Cessions d'immobilisations nettes d'impôts	
+ Réductions d'immobilisations financières	
+ / - Variation des autres postes (dettes et créances) relatifs aux immobilisations	
= Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	-191 793
FLUX DE TRESORERIE LIES AU FINANCEMENT	
+ Augmentation de capital en numéraire	2 700 322
- Réduction de capital	
- Dividendes versés	
+ Emissions d'emprunts	499 998
- Remboursements d'emprunts	
+ Subventions d'investissement reçues	
= Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	3 200 320
VARIATION DE TRESORERIE (A + B + C)	
+ Trésorerie d'ouverture	216 135
= Trésorerie de clôture	2 995 204